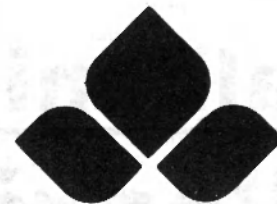


royaliste



BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN



**3 questions
à un ancien
premier ministre**

(page 12)

**les inquiétudes
de jacques chirac**

(page 4)

**le chantier
calédonien**

(page 5)

**l'“austérité” est une
mauvaise politique**

(page 6-7)

**l'albanie
après hodja**

(page 2)

albanie : l'après hodja

Dans la grand-messe médiatique qui a suivi la mort du tyran albanais Enver Hodja, on a souvent oublié de mentionner l'existence d'une diaspora albanaise forte de quelques trois millions d'exilés. M. Skender Zogu, représentant du roi Leka 1er à Paris, a bien voulu nous donner les opinions des monarchistes albanais sur l'ère Hodja et l'avenir du pays.

● **Royaliste :** Que pensez-vous du successeur d'Enver Hodja, M. Ramiz Alia ?

Skender Zogu : Nous le connaissons très bien. Pour nous, en reprenant une expression connue, c'est bonnet-blanc et blanc-bonnet. Ramiz Alia a toujours été dans le sillage d'Enver Hodja et, ce que la presse ne dit pas, il a même marié son fils avec la fille d'Hodja. Alia est le parent d'Hodja, il lui écrivait ses discours, il était son complice numéro 1.

On le présente comme le Gorbatchev albanais, mais nous pensons qu'il est aussi dangereux que son prédécesseur. Toutefois, il est vrai que sous la pression de certains éléments, il pourrait rechercher une certaine ouverture vers l'Occident. Mais nous ne croyons pas que de notables améliorations soient possibles, comme par exemple la libération de tous les prisonniers politiques des camps de travail (ils sont 40.000), la liberté de s'exprimer, de rentrer, de sortir ou même de se déplacer à l'intérieur du pays.

● **Royaliste :** Reconnaissez-vous quelque chose de positif au régime actuel ?

S. Zogu : La rupture avec l'Union Soviétique est certainement très positive. Mais pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas ouvert le pays vers les nations démocratiques ? Simplement pour éviter la circulation d'idées nouvelles.

● **Royaliste :** Enver Hodja n'a-t-il pas réalisé une certaine modernisation industrielle, économique et sociale ?

S. Zogu : Si nous faisons un bilan de 1925 à 1939, durant le règne du roi Zog, il serait très positif : création d'une administration, d'un Etat laïc, d'écoles, construction de routes, de ponts, mise en place d'une réforme agraire, instauration d'un Code civil, octroi du droit de vote aux femmes, etc. En un laps de temps relativement court, le roi Zog avait fait des choses extraordinaires. Maintenant, qu'Hodja, en quarante ans, ait réalisé d'autres progrès, c'est sûr. Mais n'oubliez pas qu'il a fait construire les routes par des esclaves, contraints physiquement de travailler ! Je me plais à dire qu'avec des esclaves on peut construire des pyramides. Hodja forçait les gens à travailler. Des progrès ont certainement été réa-



Skender Zogu

lisés, mais à quel prix ? Plus de 200.000 personnes ont péri en quarante ans : par torture, emprisonnement, faim, exécution. L'opposition albanaise va bientôt publier un bilan de ce qui avait été accompli en 14 années avec le roi Zog et de ce qui a été fait en 40 ans par Enver Hodja. Ce sera intéressant.

● **Royaliste :** Les éventuels troubles qui pourraient marquer la succession d'Enver Hodja seraient-ils plutôt favorables à votre action...

S. Zogu : L'Albanie est dans une situation critique. Elle est entourée de pays hostiles, en premier lieu les Serbes de Yougoslavie. De plus, le gouvernement grec ressort périodiquement sa vieille revendication sur le sud de l'Epire.

Nous craignons principalement qu'une faction, en Albanie, tente de se rapprocher à nouveau de l'URSS. Les Russes possédaient jusqu'en 1961 des bases militaires dans notre pays; il existe d'ailleurs, au sein du parti communiste albanais, des «pro-soviétiques» qui voudraient réintroduire l'URSS chez nous et déstabiliser par ricochet la Yougoslavie.

Néanmoins la disparition d'Hodja est une bonne chose car c'était à notre sens, le criminel le plus sanguinaire qu'ait connu l'Albanie. Mais nous pensons aussi que les occidentaux refuseront de s'engager pour la cause albanaise. Nous n'avons, hélas !, rien à attendre d'un Occident qui sera toujours dupe des régimes totalitaires.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (50 F), 6 mois (95 F), un an (165 F), de soutien (300 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :
.....

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste

Sommaire

page 2 : L'après Hodja - page 3 : L'Europe américaine - page 4 : les 3 peurs de Chirac - page 5 : le chantier calédonien - pages 6-7 : L'austérité n'est pas une politique - page 8 : A la recherche de nos origines - page 9 : Régis Debray - page 10 : Les larmes des statues - page 11 : Action royaliste - page 12 : Qui est R. Barre ?
La photo de couverture et celle de la page 4 sont de Jean Jacob.

Dir. de la publication : Yvan Aumont
imprimé en France
diffusion dans les kiosques NMPP
commission paritaire : 51700
téléphone : 297.42.57

● **Royaliste** : Pensez-vous qu'un soulèvement interne soit encore possible dans un pays comme l'Albanie ?

S. Zogu : C'est probable... Les hommes au pouvoir s'usent, la population capte les télévisions italiennes et grecques. Il faudra peu à peu libéraliser le régime. L'an dernier, 200 jeunes dont certains militaires en uniforme, se sont échappés vers la Grèce. D'autres ont nagé durant des heures pour s'enfuir. Une aspiration à plus de liberté existe donc.

● **Royaliste** : Avez-vous lu la lettre qu'Ismaïl Kadaré a envoyé au quotidien «Le Monde», et qu'en pensez-vous ?

S. Zogu : Kadaré commence à exagérer un peu ! Beaucoup de Français ignorent qu'il est député de Tirana et en même temps membre du bureau politique du parti. C'est certainement un bon écrivain mais c'est aussi un complice du régime, de l'équipe en place et de tout ce qui arrive. Ce n'est pas seulement un intellectuel, c'est un marxiste actif, à notre sens aussi responsable qu'Enver Hodja. Maintenant il ose écrire que le roi Leka est un criminel ! Mais c'est Enver Hodja qui a torturé et massacré des milliers de gens, pas le roi Zog, ni Leka. Cela prouve que Kadaré est un instrument du parti.

● **Royaliste** : Peut-il exister en Albanie, un sentiment populaire monarchique après 40 ans de dictature ?

S. Zogu : Je vous retournerai la question en vous demandant si, en Espagne, après Franco, il existait une idée monarchique dans le peuple. Si le peuple albanais, libéré du joug communiste, est convaincu que le roi Leka peut répondre à ses aspirations, il optera pour la monarchie. Maintenant, à l'intérieur du pays, on a vu plusieurs cas de personnes emprisonnées pour avoir simplement dit que du temps du roi Zog, elles étaient plus heureuses. C'est un signe !

propos recueillis par
Antony Spano
et **Laurent Grangeret**

* On trouvera dans «Le Lys Rouge» du 9 mai un long entretien avec S. Zogu sur l'action des monarchistes albanais. (envoi franco contre 6 F 50).

sommet de bonn : l'europe américaine

Devinette : qui a porté ce jugement sur les sommets occidentaux ? «Ces montres molles occupent le temps et les têtes, mais à des chamailleries dont la France n'a pas l'initiative, peu de bénéfice à attendre et quelques compromissions à redouter...» Réponse : Régis Debray («Les Empires contre l'Europe»). Bien vu camarade !

Le récent sommet des pays industrialisés a confirmé, s'il en était besoin, cette opinion. Comme d'habitude, en de semblables circonstances on s'est mis d'accord, pour le communiqué final, sur d'aimables banalités qui ne coûtent rien à énoncer. A relever tout de même, au milieu de cette coulée de bons sentiments : «nous rappelons que nous aspirons à un état de paix en Europe dans lequel le peuple allemand retrouvera son unité par libre autodétermination». C'est le rappel de la ligne officielle des occidentaux sur le sujet. On n'est pas obligé de souhaiter la réalisation de ce vœu pieux, même si l'on espère que les pays d'Europe centrale seront un jour libérés du joug soviétique.

Pour le reste, c'est-à-dire l'essentiel, le sommet de Bonn n'aura été que celui des refus. Comment pouvait-il en être autrement, puisqu'avant même l'ouverture des discussions, Mme Thatcher a joué «la voix de son maître», à savoir Ronald Reagan. Pour ne pas être en reste, le très européen Helmut Kohl a immédiatement emboîté le pas avec un empressement que chacun a relevé. Les compromissions redoutées par l'ancien conseiller du chef de l'Etat français étaient donc bien au rendez-vous. Dès lors, la marge de manœuvre de François Mitterrand se réduisait à cette alternative : s'aligner ou s'opposer. Il a choisi la seconde solution qui, seule était conforme à la fois au discours de la gauche et à la tradition gaullienne d'indépendance.

De fait, le président français a fait obstacle à l'ouverture de négociations commerciales, dans le cadre du GATT (1), en 1986. Position parfaitement justifiée et prudente dans la mesure où, comme l'a expliqué Michel Vauzelle, porte-parole de l'Elysée, en l'absence d'un ordre du jour prédéterminé, la politique agricole

commune qui porte ombrage à Washington (2) se serait très vite retrouvée sur la sellette. En outre, quelle signification réelle peuvent avoir des négociations commerciales tant que le ménage n'aura pas été fait dans un véritable désordre monétaire international qui profite largement aux Etats-Unis d'Amérique ? Il ne faut cependant pas se faire d'illusion : les Américains vont chercher à contourner l'obstacle français et ils ne s'en cachent pas. M. Shultz, secrétaire d'Etat, a évoqué la possibilité de négociations bilatérales, de partenaire à partenaire, dans le cas où celles-ci ne pourraient se dérouler au sein du GATT. Il aurait tort de se gêner, compte tenu des attitudes anglaise et allemande.

Car, face aux Etats-Unis, la CEE n'existe pas, puisqu'elle est incapable de prendre une position commune et indépendante. En fait, le problème de fond n'est pas économique, mais militaire, donc politique. C'est par la capacité à assumer seuls leur défense que passe la ligne de fracture entre les partenaires européens. Si la France se permet, à intervalles plus ou moins réguliers et pour peu qu'elle le veuille, de parler haut, c'est parce qu'un certain général de Gaulle lui a laissé les moyens de son indépendance : la force de dissuasion. Il est significatif que les positions adoptées par chaque partenaire sur le GATT sont calquées sur celles qu'ils prennent vis-à-vis du projet américain de SDI (3). Celui-ci consiste à installer un réseau défensif dans l'espace afin de constituer, à l'aide de satellites plus sophistiqués que jamais, un bouclier que l'on souhaite efficace contre les missiles soviétiques. Dans le cadre de la doctrine française en matière de dissuasion, il ne saurait être question de collaborer, sans se renier, à un tel programme placé sous la houlette des Etats-Unis. Mais il est clair

qu'il n'en va pas de même pour l'ensemble de nos partenaires de la Communauté. Puisqu'ils dépendent de l'Amérique pour leur défense, ils sont bien obligés d'en passer par ses volontés et d'épouser ses querelles. C'est pourquoi, sommés de répondre dans les 60 jours et individuellement, les chefs d'Etat occidentaux (à l'exception de François Mitterrand) n'ont même pas attendu la fin de cette mise en demeure pour approuver un système en perpétuelle évolution quant à sa conception même, incertain (en l'état actuel des choses) quant à son efficacité, discutable quant à son caractère purement défensif. La collaboration en matière technologique constitue la seule retombée positive que peuvent espérer les «partenaires» des Etats-Unis. Il faut d'ailleurs relever que, chez nous, Thomson-CSF ainsi qu'une filiale de la CGE, ont été contactés par les Américains car ces sociétés sont en pointe pour certaines technologies indispensables à la réalisation du projet de SDI. Cela ne risque-t-il pas d'entamer la crédibilité du discours officiel des autorités françaises ?

C'est cette dure réalité de dépendance - à l'exception, encore une fois de notre pays - qui a été mise en lumière à Bonn. Même si la presse s'est beaucoup intéressée à l'«effet Bitburg» - qu'un cow-boy mal dégrossi débarque chez les Walkyries en se trompant de cimetière (mais s'agit-il vraiment d'une erreur ?) - cela ne serait qu'anecdote, si la mésaventure n'était chargée de sens sur le plan du symbole.

Significative est la déclaration de F. Mitterrand, en conclusion du sommet : «Je me suis contenté de développer avec la plus extrême fidélité ce qui était contenu dans la résolution de la Communauté économique européenne... il faut que l'Europe existe». Mais peut-on faire l'Europe seul ? Au-delà de l'affirmation de foi européenne, comprenons qu'il faut que les nations européennes existent d'abord en tant qu'Etats indépendants des blocs. Encore une fois, les problèmes de défense sont au cœur du sujet.

Alain SOLARI

(1) GATT : General Agreement on Tariff and Trade. Accord général sur les tarifs douaniers, conclu à Genève en 1947.

(2) Aux Etats-Unis on accuse toujours la CEE de protectionisme. Ce dernier est bien réel, mais avant de voir la paille qu'il y a dans l'œil du prochain...

(3) Strategic Defense Initiative.

les trois peurs de j-chirac

Réuni le 4 mai à Paris, le comité central du R.P.R. a examiné les trois raisons qui contrarient sa reconquête du pouvoir : la persistance de l'extrême-droite, l'influence grandissante de Raymond Barre, les retombées de l'effet Fabius.

Le R.P.R. s'est penché sur la stratégie à adopter et les thèmes à proposer à l'approche des élections législatives. Les délégués ont ainsi pu débayer le terrain sur lequel devra se prononcer le congrès du mouvement, le 1er juin prochain. Tâche difficile et délicate pour Jacques Chirac et ses amis, qui sont aujourd'hui les laissés-pour-compte de la transformation du paysage politique, dont ils n'ont su profiter. Plus grave, les métamorphoses des derniers mois, d'il y a presque un an, empêchent le développement du R.P.R., compromettant sérieusement les ambitions de son leader. Le huis-clos du comité central nous prive du détail des débats, mais les déclarations publiques de Jacques Chirac qui ont suivi donnent idée des peurs qui gagnent les rangs gaullistes.

Il y a d'abord, depuis les cantonales, l'installation de l'extrême-droite dans la géographie politique. Cet enracinement ultra nuit en premier lieu, et presque exclusivement, au R.P.R. Les membres du comité central ont sans doute confronté leur expérience sur le terrain, c'est-à-dire la réelle déperdition militante au profit du Front National. Que Chirac durcisse le ton, et le voilà suspecté de complaisance, voire de surenchère avec l'extrême-droite. Qu'il modère ses propos, et le voilà accusé de mollesse et toujours de complaisance, mais dans l'autre sens, cette fois. «Chirac est trop à gauche» titrait un récent numéro de «Minute», commentant un sondage des réactions des cadres du R.P.R. à l'égard de Jacques Chirac. Le piège est redoutable pour le R.P.R., et l'échappatoire mis en place fragile : sur le principe, le mouvement continue à fuir Le Pen comme le diable, en refusant toute rencontre ou tout accord avec la formation d'extrême-droite. Mais c'est pour mieux emprunter au Front National les éléments forts de son dis-

cours et de son succès. Au «Grand Jury RTL-Le Monde», le lendemain de la réunion du comité central, Jacques Chirac a mis longuement l'accent sur le «retour aux valeurs» qui travaillerait la jeunesse, mettant un terme définitif à la période «soixante-huitarde». A plusieurs reprises, devant les questions économiques des journalistes, le président du R.P.R. s'est refusé à tout développement d'une politique économique précise, se bornant à quelques banalités de mode. Selon Chirac, au bout du compte, le «redressement national» ne peut se réaliser qu'à partir de bonnes dispositions «psychologiques» du peuple français, la redécouverte des «valeurs» essentielles et éternelles. Comme ce discours peut paraître un peu nébuleux (et que Chirac utilise avec prudence le thème de l'immigration), il lui faut une suite plus concrète et plus abrupte : ce sera le thème de la «double rupture», qui sera certainement l'un des slogans principaux de la campagne de 86.

«Une rupture assez brutale» précise Jacques Chirac, pour ceux qui n'auraient pas bien saisi, à l'égard du «socialisme» actuel comme à l'égard de la «social-démocratie» d'avant 81. Pour Chirac, il y a eu, au début de la décennie passée, à partir du premier choc pétrolier, un véritable changement de société en France, par l'accroissement des prélèvements obligatoires et la mise en place de «structures socialistes». Sous Giscard, l'extrême-droite proclamait que les gouvernements d'alors menaient «une politique de gauche avec les voix de la droite». Le Pen n'a pas modifié son opinion, mais il la partage aujourd'hui avec Jacques Chirac, qui compte en tirer tous les avantages : un langage pur et dur, une composition avec la vogue libérale, une dénégation à tout reproche de «restauration».

La deuxième peur du R.P.R. a pour nom Raymond Barre. La séduction de l'ancien Premier ministre ne s'opère pas qu'en direction de l'U.D.F., le mouvement gaulliste subit aussi la tentation. Des responsables, tel Philippe Seguin, sont soupçonnés de velléités «barristes». Peu étonnant alors que le comité central ait fait appel à la «discipline» de ses militants. Beaucoup pourraient être attirés par une investiture Barre aux législatives, tant il est vrai que le «premier économiste de France» distance d'une bonne longueur le président du R.P.R. dans les sondages. Lorsque Jacques Toubon dénonce les insuffisances des «économistes classiques», lorsque Jacques Chirac se refuse à un simple «retour aux grands équilibres économiques», c'est Raymond

Barre qui est visé. Même objectif dans les proclamations «unionistes» du R.P.R. : faire de Barre le méchant canard qui viendrait compromettre la victoire de l'opposition, et se laver au passage de la réputation de diviseur que s'est forgée le R.P.R. de 1976 à 1981. Face au problème de la «cohabitation» et de l'intransigeance de Barre qui fait un malheur, Chirac a du s'astreindre à une laborieuse gymnastique mentale : premier mouvement, il n'a ni la «volonté», ni la «vocation» de devenir le Premier ministre de François Mitterrand (il est barriste en quelque sorte); deuxième mouvement, il soutiendra sans faiblir le gouvernement issu d'une victoire de la droite en 1986 (il est de cette façon cohabitationniste).

La dernière peur du R.P.R. concerne la popularité grandissante de Laurent Fabius, la disparition progressive de l'idéologie socialiste due à l'emprunt fréquent de notions libérales. Chirac a beau en appeler à la méfiance, en soulignant qu'il ne s'agit là que de «discours», le nouveau langage gouvernemental met à mal les critiques acerbes du R.P.R.. Contre Le Pen et Barre le mouvement gaulliste pouvait braquer ses batteries tout en récupérant une partie de leurs arguments, contre Fabius, le combat sera malaisé, puisqu'il dépend de l'allié U.D.F. et de sa capacité à résister aux sirènes du pouvoir socialiste, dans la perspective d'un «élargissement de la majorité» (l'inquiétude est fondée : la fédération du Puy-de-Dôme du parti radical valaisien a quitté dernièrement l'U.D.F. en prônant la réunification de la famille radicale et l'alliance en 86 avec un «socialisme démocratique», l'U.C.R. d'Olivier Stirn adopte une démarche identique. Jacques Chirac n'ignore pas que de nombreux centristes, libéraux et démocrates-chrétiens ne le portent pas dans leur cœur, et que le ralliement d'une partie d'entre eux à une «nouvelle majorité» conduite par Laurent Fabius interdirait au R.P.R. la reconquête du pouvoir.

Pour les militants chiraquiens s'ouvre donc une rude campagne en préparation des élections législatives, avec une épine supplémentaire : le millier de demandes de participation aux listes départementales et les arbitrages douloureux qui suivront. C'est le trop-plein, comme disait le grand ancêtre, bien oublié celui-là.

Emmanuel MOUSSET



le chantier calédonien

Chantier, le mot est d'Edgar Pisani, au moment où il se renvoyait vers le «Caillou» pour y mettre en œuvre le plan gouvernemental. Cela dit assez bien l'ampleur du travail engagé : une refonte totale des institutions et de l'administration du territoire, un redécoupage de son sol, un défi aux groupes humains qui y sont, afin que tous y cohabitent.

Le défi a été vivement ressenti, dès les premiers pas du Haut-Commissaire à Nouméa, par ceux que les statuts précédents protégeaient et semblaient installer à jamais dans leurs petits et grands privilèges de colons, de négociants, ou simplement de fonctionnaires avantageusement expatriés. Celui auquel ils tenaient le plus n'était pas autre chose qu'un trop beau rêve : avoir trouvé, au sein du Pacifique, une île que l'Histoire avait à leur intention épargnée, réservée, et que les lois d'une démocratie formellement irréprochable, l'ordre républicain, et le patriotisme, concédaient quasi exclusivement à leurs familles.

Le rêve est brisé. On ne saura peut-être jamais qui en est le plus «coupable». Est-ce la contagion marxiste ou socialisante que l'élite indépendantiste est venue attraper parmi nous ? Est-ce la mauvaise conscience chrétienne, ou plutôt, son alliage avec la jalouse subversion anglo-saxonne véhiculée par quelque London Missionary Society ? Est-ce la maladresse des changements de statut successifs et contradictoires ? Ou est-ce, préparé par tout cela, rendu obligatoire par tout cela - et plus encore par le raidissement de ceux qui récusent d'avance l'événement - un acte de bon sens, c'est-à-dire de génie politique ?

Le fait est qu'en moins de six mois, la mission confiée à Edgar Pisani, cent fois vouée à l'échec, mille fois brocardée et condamnée, a métamorphosé la situation. Son plan de janvier (lancé volontairement comme une provocation), par les réactions même qu'il suscita, a commencé par rallier les anti-indépendantistes au statut Lemoine qu'ils avaient refusé, puis les a entraînés par escalade à l'élaboration des deux versions du projet Ukeiwé dont la dernière, somme toute, est telle qu'aucune concertation en règle n'eût pu l'obtenir. Du côté du FLNKS, mouvement éparpillé en une demi-douzaine de tendances

anarchiques, un leader a été choisi et valorisé, admis comme interlocuteur et médiateur utile, et imposé aux siens au point d'enrayer le cycle de violence qui commençait de s'étendre comme un feu dans la brousse.

Qu'après cela, on déplore ou ricane que le Haut-Commissaire n'ait pas été capable d'établir le dialogue entre les partis... ! Il n'était pas venu pour résoudre le problème, mais faire en sorte qu'il fut posé : **sortir d'une crise pour créer un destin**, a-t-il dit.

Il n'est pas question d'anticiper. Enregistrer d'abord la réalité territoriale, l'articulation de ses «pays» tels qu'ils sont reconnus et vécus depuis toujours : quatre régions (1). Le nord de la Grande-Terre ainsi que les Iles Loyauté, où la majorité est largement mélanésienne, la région centre jusqu'au sud-est, de population mixte, enfin la petite province de Nouméa, la plus peuplée et la plus riche, dominée par les Européens.

Que ces régions s'administrent elles-mêmes, et qu'elles élisent dès août prochain leurs conseillers, leur président. Que leur compétence s'étende jusqu'aux domaines-clés de l'éducation et du foncier afin que les identités canaques - car elles sont multiples - aussi bien que les exigences européennes, trouvent à s'exprimer jusque dans le concret sans toutefois s'imposer au nom d'une mythique «volonté générale» que la nature des choses recuse. Et cependant, réunir les conseillers régionaux en un seul Congrès à voix consultative sur les questions d'intérêt commun, et entourer le Haut-Commissaire d'un conseil exécutif, formé des présidents de toutes ces assemblées, pour garantir l'unité représentative et la personnalité du territoire - la sécurité intérieure et la défense demeurant à la charge de la France. Voilà les conditions que l'on prétend créer, et soumettre en juillet au Parlement français, afin que le scrutin d'autodétermi-



paru dans «Les Nouvelle Calédonniennes» du 30-31 mars 1985

nation s'adresse, un an et demi plus tard, à des populations réelles et autonomes plutôt qu'à des familles désemparées entre les factions.

Il semble que nous puissions nous faire bons avocats d'un tel projet, à condition qu'il soit droitement mené et jusqu'au bout par les mêmes hommes. Tout d'abord, parce que sa vision fédéraliste ressuscite la réalité de notre tradition que les jacobinismes césariens ont fait jusqu'à l'impossible pour étrangler. Ensuite et finalement, parce que, dans cette perspective, l'idée «d'indépendance associée» n'est plus si fumeuse qu'il y paraissait : elle trace empiriquement la ligne de crête d'une citoyenneté nouvelle où l'appartenance française n'est plus circonscrite par le totalitaire légalisme républicain, mais par la reconnaissance réciproque et la perpétuelle réinvention des valeurs qui font la France digne d'être une patrie au-delà des patries.

Concrètement, on verra, confrontés au devoir d'assurer eux-mêmes non seulement la gestion quotidienne de leurs affaires, mais l'aventure du développement dont les moyens leurs seront donnés, les grossiers amalgames politiques actuels éclater selon des clivages divers et salutaires. Le FLNKS, sauf à se doter d'une tactique stalinienne contraire aux convictions des anciens militants de l'Union Calédonienne, devra admettre à ses côtés ses camarades mélanésiens ou blancs, du

LKS demeuré légaliste sous le gouvernement Ukeiwé (2); ses dirigeants Naisseline, Lalie, Bailly, n'ont cessé tout au long de la crise de pratiquer un dialogue lucide et constructif, dont les échos ne sont quasiment jamais arrivés jusqu'en métropole (3). La même formation se ralliera sans doute en masse, parmi les «Caldoches», tous ceux que la menace avait fait se réfugier à l'ombre du RPCR, alors qu'il n'entretenait aucune affinité avec le clan Lafleur. Et Dick Ukeiwé lui-même, s'il demeure à Nouméa, se taillera une clientèle bien différente de celle dont, par force, il a dû s'afficher le héraut.

Et ce sera, en décembre 86, un autre Territoire qui s'engagera dans son destin... A condition de laisser les événements suivre leur propre rythme - ou plutôt, de savoir «habiter le temps», comme dirait Tjibaou.

Luc de GOUSTINE

(1) C'est le même découpage que donnait Pierre Rozier, père mariste, in «Rhône-Alpes» du 1.12.84.

(2) Ainsi d'ailleurs que l'OPAO de Païta et Siapo, anciens de l'Union Calédonienne et du FULK et auteur d'un intéressant «Pacte pour l'indépendance».

(3) Avec 6 députés à l'Assemblée Territoriale, contre 34 aux RPCR. Les propositions de dialogue du LKS, «invitation à une nécessaire remise en cause de tous pour que des majorités de rejet basées sur des slogans laissent place à un projet de gouvernement pour l'avenir», on parut intégralement dans «Les Nouvelle Calédonniennes» du 19.3.85.

Alain Parguez est professeur de Science économique à l'Université de Besançon et à l'ENSET. Il a publié de très nombreuses études qui le placent au premier rang parmi les jeunes chercheurs d'aujourd'hui.

l'austérité n' pas une polit

● **Royaliste :** Quelle analyse faites-vous de la politique gouvernementale dans le domaine économique ?

Alain Parguez : On assiste actuellement en France à une situation très curieuse. Il y a d'un côté un conflit apparemment violent entre la droite et la gauche et de l'autre un ralliement de la quasi-totalité de la classe politique à l'austérité. Cela signifie qu'il n'y a plus aucun débat dans le domaine de la politique économique. A tel point qu'un document que va faire le Parti socialiste pour expliquer la politique du gouvernement peut se résumer ainsi : la droite a échoué car elle n'a pas pu empêcher la croissance du revenu réel du travail, le gouvernement de gauche réussira parce qu'il est parvenu à comprimer le dit revenu.

● **Royaliste :** Concrètement à quoi correspond la politique d'austérité ?

Alain Parguez : C'est l'opinion selon laquelle les sociétés comme la France sont en état de crise parce qu'elles se sont soustraites aux lois immuables de l'ordre économique; ordre dont la proposition centrale serait la suivante : l'investissement ne peut trouver son origine que dans un prélèvement imposé au Revenu Disponible des Ménages. Et c'est le refus de ce principe d'austérité qui explique selon les partisans de cette doctrine, le développement des systèmes de crédit (les crédits remplaçant l'épargne) et de la dépense publique (qui permet de financer les transferts). En d'autres termes les pays capitalistes développés se trouvent en état de crise parce qu'ils refusent de vivre selon leurs moyens.

Cela ne correspond en rien à la réalité mais hélas ! c'est en ces termes que se pose le débat.

● **Royaliste :** Si l'on admet cette interprétation on peut dire que le seul moyen de supprimer la crise serait de contraindre la société à se conformer à la loi de l'austérité.

Alain Parguez : Effectivement et il faut insister sur cette notion de contrainte car l'austérité n'est pas seulement une doctrine économique, c'est aussi une doctrine politique : celle de la bureaucratie et de l'appareil d'Etat. C'est l'idée selon laquelle la société a fauté contre les lois de la raison, que l'Etat incarne la raison, et que par conséquent il devra imposer par n'importe quel moyen le rétablissement des grands équilibres économiques.

● **Royaliste :** Comment l'austérité parvient-elle à s'imposer ?



Alain Parguez : L'austérité commence en France en septembre 1976 avec l'avènement de Raymond Barre et la politique actuelle n'est en fait que la poursuite jusqu'à ses conséquences les plus extrêmes de la politique de Barre. Après la parenthèse évidente que constitue la relance de 81. Et je suis de ceux qui pensent que l'échec de la dite relance est très largement le résultat de la manipulation des comptes et des idées.

● **Royaliste :** Mais dans les faits, comment se manifeste la politique d'austérité ?

Alain Parguez : Si l'on prend la politique suivie par le gouvernement depuis trois ans - qui est l'archétype des politiques d'austérité -

on assiste à trois phénomènes. Tout d'abord on va s'efforcer de comprimer le coût du travail, c'est-à-dire de faire baisser le revenu réel disponible des salariés de façon à accroître le profit disponible des entreprises. Ce qui signifie premièrement que l'on admet que pour relancer l'investissement on doit avant tout augmenter les gains des entreprises. Deuxièmement, que pour accroître ces gains, on doit faire baisser leurs charges et notamment celle que représente le coût du travail. Ce qui revient à dire - étant donné qu'il n'est pas question de réduire

lois sociales, si la souplesse du marché ne régit pas les conditions du travail, j'augure le pire pour la santé de notre industrie». Ce qui explique pourquoi Guizot devient un auteur à la mode.

Ensuite, on va empêcher les transferts du secteur public vers les ménages par divers moyens (hausse des tarifs publics, hausse des impôts locaux, hausse des impôts tout court). Et, parallèlement on va s'efforcer de limiter la croissance des dépenses publiques de façon à contrôler les déficits. Or, il est évident que si l'économie française a vu ses déficits augmenter c'est qu'elle s'est appauvrie.

Enfin, la politique d'austérité sera une politique monétaire visant à faire croître les taux d'intérêt. Il faut voir que les taux d'intérêt augmentent partout parce qu'on a bien voulu les faire augmenter et ce de façon à modifier la structure de la répartition à l'intérieur des différentes économies. Ce qui visait notamment à accroître le revenu des rentiers. Et pourquoi accroître le revenu des rentiers ? Parce que par ce moyen, on voulait déclencher un accroissement de l'épargne qui devait relancer l'investissement. Le système a une certaine cohérence mais celle-ci est extrêmement dangereuse.

● **Royaliste :** D'autant plus que cette politique monétaire a en France des particularités remarquables...

Alain Parguez : En effet, elle s'est traduite par la suppression presque intégrale du crédit à la consommation. Objectif recherché avec constance par la banque centrale en vertu du principe selon lequel on ne doit pas échapper à l'austérité salariale par le crédit. De plus, par cette politique restrictive, on a voulu exercer un contrôle sur l'industrie. Dès lors ne devenaient réalisables que les investissements jugés rentables par les banques et la Banque de France. Autrement dit la politique industrielle a été transformée par

est ique

une politique de dirigisme financier.

● **Royaliste** : Peut-on dire, partant de cette interprétation que la politique dite de modernisation est l'aboutissement logique de la politique d'austérité ?

Alain Parguez : Lénine disait : «Le socialisme c'est les soviets et l'électricité». Aujourd'hui le socialisme à la mode devient : «la rigueur et l'informatique». Il est évident que sous le nom de modernisation se cachent des opérations qui n'ont rien de commun, car on appellera modernisation la réduction de l'emploi même lorsqu'elle ne s'accompagne pas d'investissements qui permettraient de remplacer des productions qu'on abandonne par des productions nouvelles. Dans le même temps on développe l'idée selon laquelle le progrès technique implique une réduction de l'emploi, or il faut voir qu'il n'y a pas nécessairement de lien de cause à effet entre les deux phénomènes. Le drame, à l'heure actuelle, c'est que l'on se sert du progrès technique pour réduire l'emploi et non pas justement pour créer de nouvelles marchandises.

● **Royaliste** : Cependant la politique d'austérité semble réussir si l'on se réfère aux résultats concernant la lutte contre l'inflation et le déficit de la balance commerciale.

Alain Parguez : Evidemment, mais qui a jamais nié que, si on accepte n'importe quel taux de chômage, il arrivera bien un moment où les prix commenceront à baisser ? Avouons que ce n'est pas un résultat dont on peut se louer !

Lorsque l'on dit que le taux d'inflation se réduit, cela signifie que si vous détenez de la richesse en actif financier, vous ne craignez plus la perte de valeur provoquée par la hausse des prix, d'autant que vous bénéficiez dans ce cas de taux d'intérêt très élevés. Autrement dit une politique visant à diminuer l'inflation est avant tout une prime à l'accumulation de ca-

une prime à l'accumulation de capital financier.

Quant à la balance commerciale, l'équilibre s'opère sur ce que J. Weiler appelait «l'ajustement sur un niveau de misère». Cela veut dire que l'équilibre ne s'obtient pas à partir d'une augmentation des exportations induite par une croissance des investissements, mais par un blocage des importations résultant d'une réduction de la consommation des ménages et des investissements des entreprises. En définitif, rien n'est résolu par cet équilibre comptable. On est dans le pur court terme.

Mais considérons à ce moment là les conséquences sur l'emploi. Les chercheurs de l'INSEE ne peuvent pas le dire sous peine d'être limogés mais il y aura 3 millions de chômeurs avant la fin de l'année et les prévisions sont, sur ce point plus pessimistes les unes que les autres. On ne voit pas à l'horizon de 85 ce qui empêcherait la France d'atteindre ce chiffre fatidique et de dépasser les taux de chômage anglais.

● **Royaliste** : Que peut-on faire dans ces conditions ?

Alain Parguez : Il y a dans la classe politique, un aimable laisser-aller en matière de chômage car il existe une contradiction entre les mesures préconisées (supprimer le déficit budgétaire) et les mesures nécessaires pour assurer aux chômeurs et à leurs familles un niveau de consommation décent (qui implique un accroissement des transferts et donc du déficit budgétaire). Actuellement 30% du chômage s'explique par la véritable modernisation et 70% résulte de la fermeture des entreprises et de l'insuffisance de l'investissement productif.

Mais il y a plus grave. La politique de rigueur aboutit à une contradiction croissante entre les résultats obtenus par les entreprises et les rentiers d'une part et ceux obtenus par l'investissement d'autre part. En effet, depuis à peu près deux ans on constate que le profit disponible des entreprises augmente et que cette augmentation du profit est plus importante que la croissance de l'investissement. Conclusion : la politique mise en œuvre permet aux entreprises d'accroître leur accumulation financière sans aucunement incorporer le capital ainsi investi dans la formation d'équipements réels. Il ressort de cette constatation que l'enrichissement financier est totalement déconnecté de

l'activité productive, donc que l'incitation à investir tend à disparaître; ce qui aboutit à un appauvrissement des détenteurs de la force de travail. Phénomène constaté en Angleterre, aux Etats-Unis, en R.F.A. mais plus particulièrement en France. Dans un pays déjà peu dynamique, la politique d'austérité renforce les facteurs qui justifient l'absence complète de dynamisme.

Il y a un troisième effet à prendre en compte - il résulte du blocage des dépenses publiques - : une orientation de notre politique économique vers une politique «à l'américaine» qui veut qu'un nombre croissant d'activités insuffisamment prises en charge par l'Etat sont laissées à l'abandon. Ici, il faut dénoncer sans relâche le mythe de la «dérégulation» américaine. Il existe un livre dont on parle peu en France (1), édité par un groupe de chercheurs américains, qui montre que la dérégulation reaganienne, commencée d'ailleurs sous Carter, a été un désastre en terme de coûts pour l'environnement, en termes de conditions d'approvisionnement des consommateurs... Or la politique de rigueur débouche nécessairement sur ce type de politique. Nous en avons un exemple avec le marché du travail où l'on dit : «Liquidons le droit du travail et l'on créera des emplois».

● **Royaliste** : Si les effets à court terme de la politique de rigueur sont désastreux, peut-on au moins en attendre quelque chose de positif à long terme ?

Alain Parguez : La préoccupation à long terme a totalement disparu. Les dirigeants de l'économie française sont obsédés par le court terme. Je n'ai rien contre les gestionnaires, le drame est lorsque tout le monde devient gestionnaire. Le coût de la rigueur ne semble pas les tracasser outre mesure. Ils reportent le financement du chômage sur l'avenir, ils reportent sur l'avenir le fait que la structure de l'industrie n'a pas changé ou change beaucoup trop lentement; ils reportent sur l'avenir les conséquences des taux d'intérêt ainsi que les conséquences de cette redistribution en faveur de l'accumulation financière.

● **Royaliste** : La politique de rigueur n'était donc pas la seule envisageable ?

Alain Parguez : Il faut prendre en compte deux facteurs. Le premier réside dans l'adhésion à une doctrine qui est l'héritage de deux des pères fondateurs de l'écono-



mie moderne : Marx - travesti et vulgarisé - et l'idée selon laquelle il ne peut y avoir d'accumulation saine sans extorsion de plus-value; et Hayek - en fait l'ensemble des économistes autrichiens qui sont responsables du postulat selon lequel pour investir il faut d'abord épargner.

● **Royaliste** : Le fait d'associer Marx et Hayek peut paraître surprenant...

Alain Parguez : Non, pas au niveau de simplicité et de barbarie auquel se place les hauts fonctionnaires et le patronat qui prêche pour un modèle de l'accumulation par le tribut : une société saine ne peut, selon eux, se développer que si elle lève un tribut sur la force de travail. Il y a sur ce point, une sorte d'unanimité qui explique que certains marxistes deviennent kayekiens sans aucun problème; ou que les mêmes puissent louer tantôt Marx, tantôt l'économie néo-classique.

Le second facteur est d'ordre politique ou institutionnel. Car il est certain qu'une politique de rigueur suppose une conception autoritaire et messianique du pouvoir : la raison et le pouvoir imposeront à la société les sacrifices nécessaires, quitte à prendre des mesures contraires au programme pour lequel ce pouvoir a été élu.

Nous avons vu que la rigueur contribue à la marginalisation d'une fraction croissante de la population. Dès lors, notre société évolue vers ce qu'un économiste canadien de l'Université de Montréal, appelle une «société néo-antique» en ce sens où elle accepte qu'une partie de ses membres (les chômeurs) soit maintenue, à l'image des esclaves antiques, à un niveau de subsistance inférieur, par ceux qui continuent, avec l'appui de l'appareil d'Etat, de bénéficier de la politique mise en œuvre. Ce qui m'amène à poser deux questions : pourquoi ce type de pratiques qui véhiculent la mort des institutions démocratiques se trouve-t-il accepté sans discussion ? Comment se fait-il que quelqu'un comme François Mitterrand s'y soit rallié ?

propos recueillis
par Patrice Le Roué

(1) «Le coût de la dérégulation».

à la recherche de nos origines

« Fustel de Coulanges était convaincu que la vérité historique, démontrée par la recherche critique, pouvait faire taire les divisions: «L'histoire mal connue divise, l'histoire bien connue unit. Nos théories historiques sont le point de départ où toutes nos factions ont pris naissance; elles sont le terrain où ont germé toutes nos haines.»

Il devait revenir à l'un des plus prestigieux historiens allemands, directeur de l'Institut historique allemand de Paris, de prononcer cet hommage au grand professeur de Strasbourg élevé par Maurras au rang des maîtres. Au-delà de cette remarque, c'est le livre de Karl-Ferdinand Werner dans son entier qui vérifie et amplifie les démonstrations de l'auteur trop méconnu de «la cité antique» et de l'«histoire des origines de l'ancienne France». Fustel de Coulanges avait été le premier à dénoncer les mythes dont se nourrissait notre séculaire guerre civile.

«L'opinion qui place au début de notre histoire une grande invasion, et qui partage dès lors la population française en deux races inégales, n'a commencé à poindre qu'au XVI^e siècle et a surtout pris crédit au XVIII^e... C'est la haine qui l'a engendrée et elle perpétue la haine.» (Cité par Maurras, «Quand les Français ne s'aimaient pas»).

Werner commence par refaire comme Fustel l'histoire de l'histoire. La monarchie française avait réussi à repousser jusqu'au XVIII^e siècle l'opinion introduite par les humanistes italiens du XVI^e. Elle ne pouvait calomnier ses origines sans s'auto-détruire. La révolution de 1789 fut aussi ou d'abord une querelle d'origines : la réaction nobiliaire s'alimenta au «mythe franc» (Montesquieu, Boulainvilliers), le tiers à un moment pensa rebaptiser la France. Avec 1830, les «gaulois» l'emportent. Amédée et Augustin Thierry, Henri Martin, venaient de les «inventer». L'enseignement primaire de la III^e République militante acheva de populariser «nos ancêtres les gaulois» à la fois par opposition à la «Germanie» et par réaction contre «la France fille aînée de l'Eglise». Aujourd'hui Astérix prolonge cette auto-complaisance dans le «mythe gaulois».

Or la vérité s'impose de plus en plus à la faveur des découvertes de l'archéologie contemporaine. L'histoire des origines, de Werner, est une histoire de la durée, dédramatisée, où la continuité l'emporte sur toutes les solutions de continuité, où tout s'enchaîne à contrario de «l'histoire à reculs» : «les théories protestantes «éclairées», nationalistes, marxistes ou libérales sont moins utiles pour comprendre ce passé que la philosophie gréco-romaine ou les pères de l'Eglise»; elle remet l'histoire «à l'endroit», sur sa base.

Dans cette perspective, il n'y a plus lieu de recourir à des notions péjoratives comme celles de «Bas Empire» ou de «Moyen Age»; il n'y a plus de «décadence de l'empire romain», ni de grandes invasions destructrices, ni ténèbres, ni forêts, et finalement ni germains ni gaulois. Il y a en effet symbiose active et continue, rencontre de «celtes partiellement hellénisés», dans l'une des premières régions de l'Occident à entrer en contact direct avec les grandes civilisations du bassin oriental (Marseille fondée en moins 600; 22% des noms connus à Lyon au deuxième siècle sont grecs), avec des «romains récemment hellénisés», le passage sans heurts d'une phase à l'autre grâce à la romanisation progressive des barbares (Sainte Geneviève est une barbare noble) et réciproquement, la francisation - et non la germanisation - des gallo-romains, où l'on voit l'influence durable non des envahisseurs mais des «barbares» défenseurs du monde romain, installés aux frontières. Werner montre bien que les francs saliens de Tournai étaient déjà officiellement reconnus comme responsables d'une province de la Gaule romaine. Enfin, les normands, dernier cas d'occupation du territoire par une population exogène, romanisés en moins d'un siècle à

ce point qu'ils romaniseront au siècle suivant l'Angleterre anglo-saxonne.

On découvrira plusieurs explications d'une telle réussite sur lesquelles il n'est pas interdit de méditer pour la France d'aujourd'hui.

Elle est historique : non raciale. Werner révèle, preuves à l'appui, que «la base biologique est en place avant l'arrivée des celtes, des romains et des francs dont l'apport anthropologique est finalement réduit».

La religion des uns et des autres n'a pas constitué un obstacle. L'adjonction des dieux nouveaux, l'évolution vers un Dieu unique, l'évangélisation, s'enchaînent comme le reste.

La permanence est assurée au-delà de toutes les évolutions par une aristocratie bureaucratique qui est en place dès le «Bas Empire» et se maintiendra, au besoin en changeant de nom (ce qui avait laissé penser que les «invasions» l'avaient décimée). Héritière des sénateurs gallo-romains admis à Rome dès le règne de l'empereur Claude (né à Lyon en 10 après-J.-C.), elle s'élargira ou plutôt fusionnera par mariage avec les grandes familles franques.

Finalement, le sens de l'Etat - ou de la dynastie - domine la période. C'est la force des idées romaines comme concept de civilisation, écrit Werner, et spécialement lorsque se sera fait la jonction avec la force spirituelle du christianisme - ce qui fait justice du prétendu rôle joué par celui-ci dans le prétendu déclin de l'empire romain -, qui donne à l'Europe sa première idée de l'Etat. Ce sera le grand hasard (?) du choix de Clovis contre l'arianisme qui substituera la fusion gallo-franque à sa concurrente la fusion romano-germanique des goths et visigoths, opposition qui marquera toute notre histoire. Dagobert, Pépin, Charlemagne, les robertiens

«animateurs de l'expansion clunisienne», doivent à cette conception religieuse leur place dans l'histoire.

A cet égard, les deux grands réhabilités de l'histoire de Werner sont les mérovingiens et les robertiens. Entre deux, les carolingiens ne sont plus un sommet entre deux anarchies, mais presque - je dis presque - une parenthèse. Pour Werner, Dom Mabillon avait raison de considérer le VII^e siècle comme le «véritable âge d'or de la Gaule» avant les maires du Palais et avant que les invasions arabes ferment la Méditerranée. Grâce aux mérovingiens, écrit Werner, «le brouillard épais entre Antiquité et Moyen Age disparaît : il était dû à notre ignorance du passé non pas à l'insuffisance des hommes de cette époque». Les carolingiens s'étaient empressés de détruire un maximum de traces, l'archéologie les remet à jour : 500 à 700 monastères en Gaule édifiés sous les mérovingiens et recouverts par les carolingiens ! Il en ira de même des cathédrales de cet autre siècle oublié : le Xe siècle, détruites pour faire place aux grands édifices romans et gothiques du XII-XIII^e. De 888 à 987, la Neustrie, ébauche de notre France, est constituée en Etat dynastique par les robertiens, de père en fils, ce qui seul permet de voir l'avènement des capétiens comme un événement «ni fortuit ni précaire».

«Les origines» de Werner doivent d'urgence inspirer les manuels scolaires et les éditions populaires d'histoire de France. C'est à ce prix que nous éviterons de répéter les dramatiques malentendus de la révolution de 1789. Après tout 1989 marquera aussi le premier centenaire de la mort de Fustel de Coulanges ! Commémorateurs à vos marques !

Y. LA MARCK

Karl-Ferdinand Werner - Les origines - Fayard, 540 p. Prix franco : 108 F.



Puisque Régis Debray a écrit ce dernier livre pour provoquer, secouer, éventuellement mettre en fureur, j'avouerai sans plus de précautions qu'il m'a tout à la fois séduit et révolté. Séduit, parce qu'il ne m'est pas possible de rester insensible à l'intelligence critique d'un essayiste qui m'a toujours intéressé et à la documentation et la force démonstrative de ce volume. Révolté, parce que je me découvre malgré tout fondamentalement séparé de Debray par des questions de fond, disons de valeur. Et il n'est pas sûr que cette différence irréductible n'ait pas quelque conséquence sur le diagnostic que l'on porte sur l'état du monde en dépit de tous les constats positifs qui devraient nous accorder. Cela vaut quelques explications.

Tout d'abord - faut-il le dire, le redire ? - Régis Debray ne correspond en rien à sa légende. Ce n'est pas superflu de l'affirmer aujourd'hui. Quelqu'un qui prétend par exemple que l'Union Soviétique n'est plus le danger qu'elle était, peut être suspect de vouloir désarmer l'Occident moralement et d'être agent secret de l'autre camp. Affirmons donc tranquillement que n'est en rien «philocommuniste» ou agent d'influence, l'homme qui écrit sereinement : «L'Union soviétique et son empire représentent une puissance sur le déclin et en recul qui a aujourd'hui atteint son plafond de possibilités, ou son niveau d'incompétence historique (gage de renommée, selon le principe de Peter). Il n'y a pas «fatalité» des conquêtes, mais au contraire probabilité de contraction». L'auteur n'avance pas cela gratuitement. Il fonde chacune de ses affirmations sur un faisceau de preuves et une connaissance exhaustive des problèmes posés. La contradiction efficace ne peut venir que d'une force de démonstration égale ou supérieure, sûrement pas d'un procès d'intention. Ceci posé, la véritable difficulté commence.

On la mesurera en réfléchissant au sens exact de la formule suivante et au jugement qu'il convient de porter sur elle : «*Le monde n'est pas triste car il ne court pas à l'abîme*». Cette affirmation joyeuse se fonde sur une donnée que, personnellement, je ne récuserai pas et qu'il m'apparaît peu sérieux de récuser : l'équilibre global des forces militaires dans l'hémisphère nord. Toute la question est de savoir si cet équilibre signifie que «pour nous Européens en deça de l'Elbe, le danger de devenir rouges est encore plus imaginaire que celui de mourir vitrifiés». Cela personnellement encore, je le conteste formellement. D'ailleurs Régis Debray est-il si sûr de lui ? Il prend la précaution de se replier tout de suite sur l'hexagone pour rejeter la fausse querelle du pacifisme. Et certes, nous avons fort heureusement les moyens de nous défendre. Encore faut-il que nous en ayons la volonté. Celle-ci est-elle pour toujours assurée ? François Mitterrand n'avait-il donc aucune bonne raison lorsqu'il prononçait la fameuse apostrophe : «*Les missiles sont à l'Est, les pacifistes sont à l'Ouest*» ?

Et puis, il y a dans une telle certitude, une bonne dose de foi que, chétif «obscurantiste», je ne puis rationnellement admettre. La guerre et la paix sont-elles liées à de stricts mécanismes d'équilibre (ce mot étant pris dans une acception qui exclut aujourd'hui l'égalité de vecteurs ou de charges, tout s'égalisant dans la menace d'anéantissement) ? Régis Debray ne défendra pas une telle absurdité. Il la sous-entend. Son intention démonstrative vise un objectif précis. Il est regrettable qu'elle s'appuie en passant sur un chaînon aussi faible. Mais voici l'objectif : «*La question vitale pour l'Europe et la France... est aujourd'hui de savoir si elle doit acquiescer*

pour régis debray remarques désobligeantes d'un admirateur

gérard
leclerc



à son insensible mais progressive satellisation sur orbite américaine et se satisfaire de la modeste sous-traitance régionale qui lui est assignée par le chef de l'Occident que croit être, non sans raison, le président des Etats Unis d'Amérique.»

Posée ainsi, la question est plus que pertinente. Reconnaissons avec l'auteur qu'elle est occultée, précisément à cause du chantage à la menace soviétique dont profite l'oncle Sam pour mieux satelliser l'Europe et tout ce qui peut l'être. D'où la tentative de Debray pour désamorcer le piège, en niant la menace, et en suscitant un mouvement d'optimisme généralisé : la démocratisation de la planète est en bonne voie, les dictatures reculent partout. En Europe orientale même, les sociétés civiles renaissent lentement «affirmant déjà leur autonomie, leur culture et leur histoire propre face à leur Etat de fait». Admettons en gros le plaidoyer, en très gros, car les faits qu'il allègue ont la fragilité du provisoire, de l'indécis et plus encore de l'aléatoire fondamental qui marque l'histoire à moins de prendre à la lettre l'axiome qui paraît souvent émerger au-dessus de l'analyse : le progrès matériel produit fatalement l'établissement de la démocratie... Il y a des raisons de ne pas désespérer. Mais ces raisons sont-elles assez fortes pour relâcher la vigilance qui s'impose face à la menace soviétique ?

C'est la faiblesse d'un essai pourtant aigu, argumenté. Plutôt que de fonder le raisonnement sur le déclin de l'URSS, la non probabilité de la guerre, il eut été plus judicieux de montrer que l'esprit de défense et le progrès de la liberté avaient tout à gagner d'une émancipation des nations européennes, sans que soit compromise leur solidarité avec les Etats-Unis, évidente même pour Régis Debray. Il ne s'agit pas de faire de l'affrontement Est-Ouest le tout de la politique planétaire. Mais rien, pas même la montée de l'Islam, l'évidence du redéploiement des forces selon l'axe nationalitaire, ne permet de prévoir à court, moyen ou long terme l'effacement de la menace totalitaire

dans sa modalité actuelle qui pour n'être plus stalinienne n'en continue pas moins d'étouffer toutes les tentatives d'affranchissement.

Sur ce point précis, ce que Debray appelle «*l'affirmation des autonomies civiles dans toute la sphère soviétique*», je dois marquer un désaccord formel qui est sans doute le plus grave de ceux qui nous séparent. Si je comprends bien l'auteur, la revendication des catholiques polonais «*a en soi une valeur démocratique, mais elle n'est pas nécessairement porteuse de valeurs démocratiques (internationalistes, égalitaires, laïques, rationalistes, etc)*». Bien au contraire, c'est l'esprit rétrograde qui inspirerait la résistance au communisme : autoritarisme, xénophobie, chauvinisme, obscurantisme, nationalisme. Ce n'est pas fini : «*Il faudra aussi porter un jour au débit du communisme d'avoir popularisé, comme jamais, et à contretemps, les idéaux les plus conservateurs de l'héritage, libérant partout de formidables forces de régression sociale et mentale - divine surprise qui eut réjoui Maurras et Joseph de Maistre*». Peu me chaut la référence à ces deux derniers noms lancés en pâture à l'ignorance repue. C'est le fond qui seul m'importe. Walesa représente-t-il les forces rétrogrades ? La vierge de Czestochowa est-elle le symbole de la régression mentale ? La réponse ne me semble, hélas pas douteuse pour l'intéressé dont les valeurs proclamées à l'inverse me paraissent, qu'il me pardonne, aussi ringardes que les panthéonades qu'elles ont pu inspirer. Amabilité pour amabilité, il me permettra en conséquence de jeter le doute sur l'ensemble de sa pensée.

Car, établir aussi légèrement un bilan entre vraies et fausses valeurs n'est pas sans retentir sur une perception globale du monde et de ses luttes. Le crédo rationaliste n'a jamais cessé de développer dans son sillage un formidable irrationalisme. Ainsi, laisser croire que l'équilibre mécanique des forces est un facteur infaillible de paix c'est sous-entendre contre toute raison la souveraineté de la raison dans l'individu et le jugement des hommes d'Etat. Glucksmann, évidemment récusé, a pourtant dans «*La force du vertige*» établi ce qui justifie la dissuasion en raison ultime : «*Ouvrant la grande confrontation avec le disparaître, la dissuasion mesure l'être pour apparaître : qu'as-tu à défendre, qu'est-ce qui, non négociable, vaut plus que toute vie ?*» Si Debray croit que le champ des valeurs circonscrit par «*Le temps des cerises*» et «*L'Internationale*» est plus propre que l'«*Ave Maria*» à répondre à cette question, j'ai grand peur que le sens de la politique mondiale lui soit complètement cédé. Et s'il s'indigne de mon intolérance spirituelle - qui n'est jamais que l'envers de la sienne, je le renverrai à Kuron.

Déjà je me reproche ma sévérité - qui ne doit en rien entamer ce qu'il y a de solide dans ce livre notamment sur le processus de satellisation de l'Europe par les Etats-Unis. Pourtant, il me semble que la non-remise en question par Régis Debray de sa culture de départ, celle qui provoqua ses premiers engagements, trouve ici sa sanction imparable. Il est possible après tout que la société soviétique soit conforme comme il le prétend, au modèle imaginé par Auguste Comte. Mais c'est justement celui vers lequel convergent les courants rationalistes du XIXe siècle, et l'idéal du parti républicain d'antan. Alors... il faudra trouver mieux pour inspirer l'Europe contre les Empires !

Gérard LECLERC

Régis Debray - *Les Empires contre l'Europe* - Gallimard. Prix franco : 120 F.

michel bernanos

les larmes des statues

Un garçon de dix-huit ans souscrit après boire un engagement sur un galion. Ce pacte involontaire l'entraînera Dieu sait où, si Dieu le sait : « La Montagne morte de la vie » est de l'autre côté de tout.

« On va chercher de l'or au Pérou pour les Espagnols ». L'équipage est à la hauteur, sauf l'embarqué malgré lui : une première initiation à la bêtise manque de le noyer; mais de moins simples tribulations lui sont promises. A peine a-t-il trouvé un refuge auprès du vieux cuisinier que le vent tombe, laissant le navire immobile en plein équateur, loin des courants.

Les jours passent : viennent la soif, la faim puis le scorbut. L'alcool et le délire aidant, les hommes se mutinent, égorgent le commandant, le dévorent. C'est le signal d'un massacre généralisé, sous les yeux du narrateur et de son ami, qui se barricadent comme ils peuvent. Enfin, la pluie déferle d'un seul coup sur ce carnage, le vent se lève, « vent qui semblait pousser l'enfer devant soi », un cyclone balaie le navire de ses derniers monstres et l'engloutit.

Quand le garçon et le vieil homme reprennent conscience, ils surnagent parmi les débris de mâture. Ils ne savent où ils sont : le ciel est rouge. Leur dérive les amène à une île rocheuse, à l'horizon barré d'une immense chaîne de montagnes. Ils trouvent de l'eau douce; elle est tiède comme du sang, dont elle prend la couleur. Devant eux, un désert; au pied de la montagne, une tache sombre qui doit être une forêt. Il faut la traverser jusque là, gravir le sommet, trouver le salut de l'autre côté.

Ils avancent, et ne reçoivent pas d'âme qui vive. Sauf, ici et là, dans une grotte ou dans un village abandonné, des statues : des hommes, des animaux, qui semblent sculptés dans l'horreur. Il serait vain d'évoquer ici Samuel Butler, et les monstrueuses effigies gardiennes d'Erewhon; comme il

l'eût été, à peine moins de nommer plus haut Joseph Conrad. Michel Bernanos arpente d'autres territoires. Comme dans « L'envers de l'éperon », il arrive que ses personnages, en quête d'ils ne savent quoi d'absolument nécessaire, outrepassent, sans le savoir, les apparences permises. Ils le paient au prix le plus fort.

Dans cette forêt de fleurs merveilleuses et de plantes carnivores, « tout est vert à en mourir ». La montagne est proche. Ce que découvriront peu à peu les deux

naufragés, recrus de peur et de dégoût, n'a sans doute pas de nom, pas même celui d'enfer : « Ni Dieu, ni Diable ne s'amuserait à une telle comédie ».

« La peur nous faisait peur. Qui n'a jamais connu ce sentiment ignore tout de l'épouvante ».

Rien au-delà. Michel Bernanos demeure à jamais « seul parmi les catastrophes », comme le voyait Dominique de Roux. Quelques livres, une demi douzaine, que l'on republie depuis peu, font apparaître le visage d'un écrivain mort trop tôt, que rien ne confond à l'ombre de son père. Auteur fantastique serait trop commode. Dominique de Roux, encore, qui fut son ami : « Cet art de communiquer la Grande Exploration du Rêve n'a rien à voir avec une soirée de poésie d'épouvante ».

Ce grand « tournoiement dans le vide » avant de s'abattre : en 1964; ses personnages étaient partis en éclaireurs. Avait-il jamais rien fait d'autre que paraphraser ce mot de Céline, dernier mot de toutes les littératures : « la vérité est du côté de la mort ».

Philippe BARTHELET

Michel Bernanos - La Montagne morte de la Vie - postface de Dominique de Roux, éd. de la Table Ronde, 159 p. 79 F franco.



Michel Bernanos (photo Table Ronde)

«analogie»

Le numéro 2 de la revue « Analogie » sortira prochainement et sera consacré à Hugues Capet et son époque. Il contiendra des articles sur la légitimité, sur la vie quotidienne il y a mille ans, sur Gerbert d'Aurillac, etc. 68 pages, 40 F (50 F franco).

« Analogie », 36, rue du 19 mars 1962 87100 Limoges.
CCP 2 172 31 X Limoges.

● **CONSEIL NATIONAL DE LA NAR.** L'assemblée des représentants élus de la N.A.R. auprès de la direction du mouvement se réunira les 22 et 23 juin prochain. Contactez vos conseillers régionaux pour leur exprimer vos desiderata et vos questions. A Paris les conseillers nationaux de l'Île de France se tiendront à la disposition des adhérents le samedi 8 juin dans les locaux du journal, de 14 h 30 à 18 h.

● SORTIE DE DÉTENTE DE LA REGION PARISIENNE.

Nos amis qui le désirent pourront se joindre à nous pour une sortie de détente organisée le dimanche 9 juin par des militants parisiens. Au cours de cette promenade, une visite de la chapelle royale de Dreux est notamment prévue. Réservez cette date.

● **UNE THESE SUR LE JOURNAL ROYALISTE « LA NATION FRANÇAISE »** (1955-1967) va prochainement être soutenue à Paris. Nous envisageons de commander un certain nombre d'exemplaires de cette thèse dactylographiée de 500 pages. Le prix de vente en serait d'environ 150 F plus les frais de port. Si vous êtes intéressé, il faut vous faire inscrire sur la liste ouverte à cet effet au journal (297.42.57).

● **LE LIVRE « MONARCHIE ET POLITIQUE ÉTRANGÈRE »** mis en souscription il y a quelques mois est annoncé pour le 1er juillet prochain. Il comporte une remarquable étude d'Yves La Marck sur le « noyau dur » de la doctrine monarchique en ce qui concerne la politique étrangère, sur ce qui peut être repris par la France d'aujourd'hui, sur ce que seule la Monarchie pourrait appliquer. On pourra aussi y lire deux courts textes, l'un de Philippe de Saint Robert, l'autre de Régis Debray.

Le prix de souscription (60 F) est provisoirement maintenu. Le livre sera mis en vente à un prix définitif plus élevé. Ne tardez pas à nous passer commande.

CCP « Royaliste » 18 104 06 N Paris.

le tour de france de gérard leclerc

A l'occasion de la sortie de son livre, «La bataille de l'école», Gérard Leclerc, invité par de nombreux organismes, donne une série de conférences en province. Nous demandons à nos amis d'assurer un succès notable à ces réunions dont l'importance ne leur échappera pas.

Mardi 21 mai - MONTPELLIER
Invité par l'union départementale des APEL. Réunion à 21 h, salle de la Direction diocésaine, 2858 av. Desmoulins.

Jeudi 23 mai, BORDEAUX. Invité par les Nouvelles Conférences de Bordeaux. Réunion à 18 h 15, salle Trianon, rue Franklin.

Mardi 28 mai - ANNECY. Invité par le Club 89. Réunion à 20 h

30, salle Pierre Lamy, 12, rue de la République.

Mercredi 29 mai - GRENOBLE
Invité par le Cercle Dauphinois de documentation et de communication culturelle. Réunion à 20 h 30, salle du Syndicat d'Initiatives, 14, rue de la République.

Jeudi 30 mai - LYON. Invité par le cercle Charles Péguy. Réunion à 20 h 30, 15, rue Sala, Lyon 2ème arrdt.

PARIS

● CONFÉRENCES DES MERCREDIS

Chaque mercredi nous accueillons nos amis et sympathisants dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs Paris 1er, 4e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

La conférence commence à 20 h très précises (entrée gratuite), elle s'achève à 22 heures mais ceux qui le peuvent sont alors invités à un buffet très simple qui permet de poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet : 17 F).

Mercredi 15 mai. Conférence de Bertrand RENOUVIN : «Les traditions royalistes en France au 19ème et 20ème siècles».

Mercredi 22 mai. Après son «Marie de Médicis», paru il y a quatre ans, et salué comme un maître-ouvrage par la critique, Ivan CLOULAS vient de publier une importante biographie de Henri II dont il viendra nous présenter les aspects les plus politiques. Henri II c'est encore un roi méconnu dont il faut étudier l'œuvre avec attention.

Mercredi 29 mai. Depuis longtemps déjà la pensée de René Girard a fait l'objet de notre attention et de nos analyses. C'est dire l'intérêt avec lequel nous avons suivi il y a quelques mois le colloque de Cerisy consacré à son œuvre. Les actes de ce colloque viennent d'être publiés et c'est Jean-Pierre DUPUY, l'un de ses animateurs, qui viendra nous les présenter.

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom

Prénom

Année de naissance Profession ou études

Adresse

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :
«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS.

Lundi 3 juin - STRASBOURG.
Invité par le club Nouvelle Citoyenneté avec la participation de représentants de la FEN et des écoles privées (catholique, protestante et juive). Heure et lieu seront donnés dans le prochain numéro du journal.

Mardi 4 juin - STRASBOURG.
Invité par le Club de la Presse, à 19 h 30 à l'Holiday In, 20 place de Bordeaux (les invitations sont à réserver au (88) 61.42.49.

Mercredi 5 juin - REIMS.
Dîner-débat organisé par le Club Nouvelle Citoyenneté à 20 h 30 au restaurant «La Chouette», place d'Erlon à Reims.

Samedi 8 juin - St-GERMAIN
en LAYE. Invité par l'Académie

des jeunes auteurs. Réunion à 20 h 30 à la Maison des Associations, 3, rue de la République.

Lundi 10 juin - PANTIN. Invité par la Société Pantinoise d'Histoire Vivante. Réunion à 20 h 15, bibliothèque Elsa Triolet, 102, av. Jean Lolive (Métro : Eglise de Pantin).

De nombreuses autres réunions sont en préparation à Poitiers, Tours, Le Mans, Pau, Toulouse, Marseille, Nice, Cannes, Nancy, Lille, Rouen, Orléans, etc.

RAPPEL. Tous nos lecteurs sont invités à se procurer le livre de Gérard Leclerc («La bataille de l'école») auprès de notre service librairie. Prix franco : 1 ex. : 100 F - 2 ex. : 190 F



Voici quelques «unes» d'un journal que vous ne connaissez peut-être pas. Depuis plusieurs semaines notre «revue expérimentale», le «Lys Rouge» paraît sous une forme hebdomadaire. C'est le moment de vous abonner !

BULLETIN D'ABONNEMENT AU «LYS ROUGE»

Nom/Prénom :

Adresse :

s'abonne au «Lys Rouge» et verse pour cela 45 F (normal) - 60 F (soutien) à l'ordre de «Royaliste» CCP 18 104 06 N Paris.
(les 3 derniers numéros sont encore disponibles au prix de 6 F 50 pièce).

Une sage maxime, venue d'Aristote, dit qu'en politique il faut prendre les hommes tels qu'ils sont. Mais personne, jusqu'à présent, n'a conseillé de les prendre tels qu'ils paraissent. Or l'apparence tend à devenir le critère principal. Les *media* y sont sans doute pour quelque chose, mais surtout le consensus que je soulignais dans le précédent éditorial. Dès lors qu'un accord tacite se réalise sur les principales questions, les compétiteurs n'ont d'autre solution que de recréer artificiellement de la différence.

Cet effet pervers d'un consensus souhaitable se vérifie à l'importance croissante que les principaux responsables politiques accordent à leur «image». La popularité de Laurent Fabius ou de Michel Rocard ne s'explique pas autrement, et le Président de la République lui-même est entré dans ce jeu comme on l'a vu un dimanche soir sur TF1. Du moins, les hommes au pouvoir peuvent être jugés sur ce qu'ils font, et leurs décisions ne sont pas toutes déterminées par la recherche de l'effet publicitaire. Ainsi, tout récemment, les déclarations de F. Mitterrand en faveur de la participation des immigrés aux élections locales... Dans l'opposition au contraire, force est de juger sur la bonne mine des divers candidats, puisqu'ils ne peuvent ou ne veulent pas présenter de projet qui les distinguerait réellement de leurs adversaires, jouant seulement de quelques modes (le libéralisme) et de quelques slogans. Dans ce «travail d'image», V. Giscard d'Estaing a longtemps excellé, mais aujourd'hui c'est Raymond Barre qui rafle tous les prix. Un tel succès mérite qu'on s'y arrête.

D'entrée, précisons qu'aucune réussite politique ne se réduit à une manipulation bien faite. Il est clair que beaucoup de Français voient en R. Barre le digne héritier de Poincaré et de Pinay, et que l'ancien Premier ministre exprime la vieille tradition conservatrice française. Quant à sa victoire tactique sur ses deux rivaux, elle s'explique d'abord par un comportement constant de l'opinion de droite. Peu soucieuse d'idéologie, elle donne son appui à celui qui paraît être le plus efficace contre la gauche : hier Giscard contre Chaban-Delmas, aujourd'hui Barre contre les deux autres. Mais une nostalgie historique, d'ailleurs médiocre, et un raisonnement à courte vue n'ont jamais garanti la qualité d'une politique - le meilleur candidat pouvant se transformer en piètre président comme on l'a vu sous le précédent septennat. Pour que la même erreur ne se reproduise pas, il faut se demander si Raymond Barre correspond à l'image séduisante qu'il entend donner de lui - celle

qui est raymond barre ?



par
bertrand
renouvin

du gaulliste fidèle, du gestionnaire rigoureux, et du rassembleur que les Français attendent.

R. Barre est-il le gaulliste qu'il paraît être ? Certainement pas dans le domaine institutionnel, comme le prouve son refus de «cohabiter». En annonçant que le Président de la République doit s'en aller en cas de changement de majorité parlementaire, R. Barre nie la spécificité, l'indépendance et la légitimité propre de la fonction présidentielle, qui est l'élément fondamental de notre Constitution. En tenant pour négligeable le fait que le Président est élu pour sept ans, il porte atteinte à la nécessaire (et trop relative) continuité de l'action présidentielle, et soumet le gouvernement à la représentation comme sous la III^{ème} et la IV^{ème} Républiques. Avec lui, si d'aventure il réussit, notre régime politique serait frappé au cœur, dans sa part monarchique. Qui, parmi les gaullistes et les royalistes, oserait le soutenir dans ce mauvais coup ?

R. Barre n'est pas non plus gaulliste quant à l'exigence de participation. Comme l'a rappelé Frédéric Grendel dans un livre malheureusement épuisé, notre homme avait été nommé par Georges Pompidou à la commission Mathey, dont la tâche implicite était de ruiner le projet que le général de Gaulle avait formé. Avec le patronat et la droite conservatrice, R. Barre a prêté la main à cette mauvaise action.

Dans le domaine de la politique étrangère enfin, le gaullisme de R. Barre peut être mis en doute : il n'a jamais été de ceux qui ont contesté l'impérialisme américain, notamment sur le plan monétaire, et sa participation aux travaux de la Trilatérale montre quelles sont ses affinités profondes.

R. Barre est-il aujourd'hui un rassembleur ? Outre le fait qu'il jette en ce moment le trouble et la division dans l'opposition, il ne peut être, dans le meilleur des cas, que le recours de la droite, l'homme de la revanche qui verra se dresser contre lui, s'il parvient à ses fins, une moitié du pays.

R. Barre est-il le meilleur économiste de France ? Ce professeur, qui ne sortait pas de la moyenne, a laissé en quittant Matignon un bilan qui ne plaide pas en sa faveur : 1,7 millions de chômeurs, 13% de hausse des prix, une chute de 4% de la production industrielle, un endettement croissant des entreprises publiques. Quant à la rigueur qu'il propose, quant à sa doctrine de l'équilibre, elles ne sont guère différentes de ce que nous connaissons, et aussi peu pertinentes.

Ambigu sur la politique étrangère, néfaste dans le domaine de la gestion, R. Barre ne propose rien. Rien d'autre que le départ de M. Mitterrand, ce qui ne constitue pas une politique. S'il parvenait au pouvoir, on s'apercevrait que l'homme est fort peu libéral, et bien peu dénationalisateur. Que ce conservatisme se révèle entre 1986 et 1988 et R. Barre perd ses chances de parvenir au pouvoir suprême. D'où son intransigeance : il lui faut prendre la place tout de suite, avant que n'apparaisse son absence de projet.

Derrière l'image rassurante, gaullienne et efficace, apparaît un homme mû par sa seule ambition. Il demande qu'on lui donne une lettre de licenciement à l'intention du Président de la République, accompagnée d'un chèque à son ordre et en blanc. Nous ne signerons ni l'une ni l'autre.

Bertrand RENOUVIN

(1) Frédéric Grendel-Raymond Barre Ed. Régine Deforges, 1978.